

Recherches sociographiques



G. DIVAY et J.-P. COLLIN, *La communauté urbaine de Montréal : de la ville centrale à l'île centrale*

Louise Quesnel-Ouellet

Volume 19, numéro 3, 1978

Structures urbaines

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055814ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055814ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Quesnel-Ouellet, L. (1978). Compte rendu de [G. DIVAY et J.-P. COLLIN, *La communauté urbaine de Montréal : de la ville centrale à l'île centrale*]. *Recherches sociographiques*, 19(3), 416–418. <https://doi.org/10.7202/055814ar>

limite, pour assurer leur désincarnation totale, envoyons-les à « Rome » pour une année. Effectivement, nous sommes peut-être en face d'une très belle instance de récupération par l'État qui, une fois de plus, réussit sa fuite en avant.

Le docteur Brunelle a peut-être, en fin de compte, raison... tout est dans les rapports de travail! Ce dont la sociologie québécoise a entre autres choses besoin, en ce moment, bien plus que de livres comme *La désillusion tranquille* — qui n'est pas le seul dans son genre — c'est d'une analyse descriptive des rapports de travail dans nos grands départements de sociologie, entreprise dont la nécessité a été invoquée et démontrée par Marcel Fournier et Nicole Gagnon en 1974 (R.S., XV, 2-3 : *La sociologie au Québec*), mais qui ne semble pas avoir été poursuivie ou reprise par d'autres depuis.

Gary CALDWELL

*Département de sociologie,
Université Bishop's.*

G. DIVAY et J.-P. COLLIN, *La communauté urbaine de Montréal: de la ville centrale à l'île centrale*, Montréal, INRS-Urbanisation, 1977, 250p. (« Rapports de recherche », 4.)

Par cet ouvrage, l'INRS-Urbanisation continue à apporter une contribution toute particulière à la connaissance critique de Montréal et de sa région. Il était pour ainsi dire normal « d'aboutir » à la communauté urbaine de Montréal (C.U.M.) comme objet d'étude, après avoir passé en revue les migrations, le développement socio-spatial, les loisirs, le marché foncier, la planification régionale, etc. Ce centre de recherche de Montréal, malgré son jeune âge, a déjà une tradition en ce qui concerne son environnement socio-spatial immédiat. Ses publications, qui sont en fait des rapports de recherche, en plus d'être de très bonne qualité, ont l'avantage de paraître en temps opportun, c'est-à-dire au moment où la curiosité qui a suscité l'étude n'est pas encore disparue. Encore doit-on avouer que le risque était peu considérable quand on a abordé la C.U.M...

En effet, l'organisme supra-municipal de la région de Montréal a fait couler beaucoup d'encre avant et après sa création. Mais tous ces rapports, mémoires et comptes rendus de colloques n'ont entraîné jusqu'à maintenant aucune modification majeure aux structures créées en janvier 1970. À l'instar de ses deux sœurs, la Communauté régionale de l'Outaouais et la Communauté urbaine de Québec, la C.U.M. n'a fait l'objet que d'ajustements mineurs de la part de son créateur, l'Assemblée nationale du Québec. Dans ce contexte, l'étude de G. Divay et J.-P. Collin nous aide à comprendre la situation et les enjeux qui ont marqué les huit premières années d'existence de la C.U.M.

L'ouvrage est divisé en cinq parties, sans compter la conclusion et une brève bibliographie. Dans le premier chapitre, les auteurs présentent les caractéristiques socio-économiques des populations et de leur municipalité respective, en utilisant des statistiques de 1971 et en présentant l'évolution de certaines données sur une période d'une cinquantaine d'années. L'examen de la « richesse municipale » sert d'appui à une classification des municipalités en quatre groupes, des plus nanties aux plus démunies. Cette présentation du milieu amène les auteurs à conclure de ce premier chapitre que « les municipalités sont très différentes les unes des autres, tant par le stade de leur développement et par leur richesse municipale que par leur composition socio-économique. Ces multiples disparités, qui se renforcent souvent mutuellement, font que les vingt-neuf conseils municipaux de la Communauté représentent des intérêts fort différents, voire divergents, et mettent de l'avant des politiques parfois difficiles à harmoniser. » (Pp. 30-31.)

L'évolution des différents modes de coopération, généralement sectorielle, est analysée dans le deuxième chapitre. Malgré une présentation plutôt rapide des succès et des échecs des entreprises de collaboration intermunicipale ou des interventions gouvernementales en vue de mettre en place des structures supramunicipales, les auteurs font bien ressortir leur thèse à l'effet que la dynamique locale de la période étudiée, soit de 1921 à 1977, ne peut être comprise qu'en fonction d'un jeu de force entre la ville de Montréal, les autres villes de l'île et le gouvernement provincial. Signalons la grande utilité des deux tableaux synoptiques où les auteurs présentent très clairement l'évolution des propositions et de l'organisation métropolitaines de 1921 à 1977 et plus particulièrement l'évolution du service de police de 1969 à 1977.

Le chapitre 3, le plus long de l'ouvrage, passe en revue chacun des grands secteurs d'activité de la C.U.M. en adoptant une perspective à deux volets : d'une part, les auteurs analysent les réalisations concrètes, par comparaison avec le mandat dévolu à chaque service ou unité administrative ; d'autre part, une évaluation subjective par les différents responsables locaux, élus et non-élus, est présentée comme complément à l'évaluation plus objective liée aux réalisations. Les auteurs axent leur propre évaluation sur les effets de redistribution des coûts des services pour chaque municipalité et sur l'effort fiscal fourni par les municipalités selon chacun des quatre types de municipalités établis dans le premier chapitre. Ils concluent que « l'objectif de justice fiscale que les créateurs de la C.U.M. lui assignaient a effectivement été poursuivi au cours des premières années » (p. 109). Cependant, « l'effet de la création de la C.U.M. sur les disparités intermunicipales n'a été que fort partiel, dans la mesure où seulement le financement des services métropolitains a été modifié. Au cours des cinq premières années, les municipalités plus riches ont connu un accroissement de l'effort fiscal pour ces services supérieur à celui des autres municipalités. Maintenant, le taux de taxe pour ces services est uniforme dans l'île. » (P. 118.)

En comparant la contribution financière de la ville de Montréal, et en intégrant à ce calcul les revenus générés par les banlieusards, les auteurs constatent par ailleurs que la C.U.M. a aussi bénéficié grandement à la ville centrale. Cette dernière a profité des services pris en main par la C.U.M., tout en voyant son fardeau fiscal croître moins rapidement que celui des banlieues.

On a dit à plusieurs reprises que les organismes supramunicipaux ont été, ici comme ailleurs, créés comme palliatifs devant mener à la formation d'un véritable gouvernement métropolitain. Le chapitre 4 porte donc sur une question fort pertinente en tentant de voir si la C.U.M. a facilité l'émergence d'enjeux régionaux. Alors que le chapitre précédent tenait davantage des études administratives, on se retrouve nettement dans ce chapitre 4 au sein de l'analyse politique. Les auteurs proposent une étude, malheureusement trop rapide, des forces en présence, soit la ville centrale, les villes de banlieues, le gouvernement provincial et les syndicats. Le petit paragraphe sur les syndicats et les groupes intermédiaires (p. 152) est très décevant. Se contentant de constater que ces groupes sont peu intervenus, les auteurs ne cherchent pas à expliquer cette position. Les groupes organisés ont eu tendance, dans d'autres contextes, à appuyer la formation de structures régionales. Le mutisme des groupes au sujet de la C.U.M. implique-t-il un appui tacite aux propositions ou au contraire un désintéressement de leur part ?

Après un inventaire très impressionnant des ordres du jour des séances du conseil et du comité exécutif de la C.U.M., des avis de motion et des votes au conseil de la C.U.M., et des ordres du jour des conseils municipaux, les auteurs arrivent à deux conclusions qui peuvent sembler contradictoires : d'une part la C.U.M. est demeurée un organisme à vocation technique « qui n'a pas fait naître de conscience régionale » (p. 162), et d'autre part les municipalités sont de plus en plus appelées à prendre part à un débat politique au sein de la C.U.M. qui semble se consolider (p. 179). La contradiction apparente apparaît quand on constate que la première reflète le dynamisme intermunicipal qui a prévalu jusqu'à maintenant, tandis que la seconde présente l'hypothèse que les auteurs développent au chapitre 5.

Ce dernier chapitre montre comment les municipalités ont voulu contrer la régionalisation en établissant des ententes sectorielles impliquant plusieurs municipalités généralement voisines.

Le lecteur constate ici aussi la somme de travail rendu nécessaire par cette recherche, pour arriver à présenter un inventaire des ententes intermunicipales selon les secteurs d'activités. Bien que moins impressionné par les « indices d'attraction intermunicipale nette » qui sont basés sur un nombre très limité de répondants aux questions visant à circonscrire la popularité et l'ouverture des municipalités les unes aux autres, le lecteur retrouve avec intérêt, à la fin du chapitre, la variable explicative de base de cet ouvrage. Les auteurs concluent en effet, en revenant aux caractéristiques socio-économiques des municipalités et au rôle déterminant des responsables locaux. La carrière politique des élus locaux et leur appartenance sociale justifient, selon les auteurs, leur attitude face à la C.U.M. et le dynamisme intermunicipal de leur municipalité.

En conclusion, les auteurs constatent que la « C.U.M. présente une performance décevante comme structure métropolitaine, mais respectable pour un organisme sous-régional de service » (p. 229). Les tentatives diverses visant à réaliser l'intégration totale par la formation d'une seule ville ont jusqu'à présent avorté. Toutefois, la C.U.M. a réussi à faire accepter l'existence d'un nouvel échiquier politique sous-régional, impliquant les vingt-neuf municipalités de la sous-région métropolitaine. Le succès de la C.U.M. prend donc la forme de « l'île centrale » et non de la « ville centrale ».

Ce rapport de recherche contient une banque d'information nouvelle et très pertinente à la compréhension de la C.U.M. Il présente une évaluation de la C.U.M. sur la base de critères administratifs et politiques clairement présentés. L'abondance de cette information entraîne parfois une frustration de la part du lecteur qui en souhaiterait une analyse plus approfondie. Mais ainsi, cet ouvrage devient un instrument de travail pour le lecteur à qui il fournit suffisamment de données pour lui permettre de prolonger l'analyse et la réflexion.

Louise QUESNEL-OUELLET

*Département de science politique,
Université Laval.*

Richard J. Joy, *Les minorités des langues officielles au Canada*, Montréal, Institut de recherches C. D. Howe, 1978, 50p.

Dans cette brochure l'auteur propose de mettre à jour son *Languages in Conflict* de 1967, par la présentation de « données plus récentes sur l'usage des langues au Canada ». Pour ce faire il recourt essentiellement aux recensements canadiens de 1941 à 1976, dont seul celui de 1971 comportait une question visant directement la langue d'usage des répondants, et ce d'ailleurs uniquement dans l'aire linguistique du foyer. Il va alors de soi que dans la poursuite de son but Joy suggère plus ou moins explicitement au lecteur d'accepter certaines approximations. Disons tout de suite que la traduction française, dont le titre même soulève des interrogations, ne facilite pas l'appréciation de ces approximations. Par exemple, le texte français décrit parfois comme uniformément « francophones » des personnes qui selon le texte anglais sont d'origine ethnique française, ou de langue maternelle française, ou encore de langue d'usage française au foyer, ou même seulement capables de converser en français. Pour se faire une idée juste de l'ouvrage il vaut donc mieux se référer dès le départ à sa version originale, intitulée *Canada's Official-Language Minorities*.

L'auteur débute avec un survol de l'ensemble canadien réparti ainsi que dans *Languages in Conflict* en huit grandes régions linguistiques. Il en conclut que l'anglais se parle de moins en moins au Québec, et que les minorités francophones éloignées des frontières québécoises sont sur le point de disparaître. Puis l'auteur choisit de donner plus de détails pour l'Ontario et le Québec. Un chapitre terminal expose les mécanismes de la « polarisation linguistique du Canada », où l'auteur distingue le mode de disparition des minorités francophones en proie à l'assimilation